

Mal-être au travail

«Grand dialogue» ou grand guignol à La Poste?

Article paru dans FO Hebdo n°3042

Rien n'est réglé à La Poste, société anonyme depuis 2010, malgré le «grand dialogue» lancé au printemps par la direction après le suicide de deux cadres sur leur lieu de travail. Une commission a alors été mise en place, composée de représentants de la direction, des syndicats, d'experts extérieurs et présidée par Jean Kaspar, ancien dirigeant de la CFDT, nommé par le P-DG Jean-Paul Bailly. Son rapport définitif sera remis le 11 septembre à la direction, censée en tirer les conséquences.

FO pour le retour à un établissement public

«Nous souhaitons solennellement vous mettre en garde contre les graves conséquences qui pourraient découler de mesures qui ne seraient pas à la hauteur de la situation», ont écrit les organisations syndicales de La Poste dans une lettre ouverte commune au président Jean-Paul Bailly en date du 30 août. La commission Kaspar a au moins le mérite de confirmer le mal-être des postiers et la direction a lancé une démarche d'écoute au niveau local, constatent les fédérations syndicales.

Mais, soulignent-elles, l'espoir suscité au sein du personnel par ces initiatives a laissé la place à l'incrédulité quand ils ont constaté que les réorganisations des services étaient relancées, comme si rien ne s'était passé. Ces réorganisations sont imposées aux postiers tous les dix-huit mois, entraînant des mobilités forcées et des changements brutaux dans leur vie professionnelle et familiale. Les organisations syndicales dénoncent «une course à la productivité au-delà des capacités physiques et psychologiques du personnel», avec la suppression de 10.000 emplois par an en moyenne depuis dix ans (4 217 sur les six premiers mois de 2012).

La Fédération FO COM «revendique expressément le retour à un établissement public et l'obligation d'un financement couvrant réellement les missions de service public», ont rappelé 320 délégués réunis au mois d'août. Elle exige aussi l'ouverture de négociations sur les mesures d'urgence: l'arrêt des suppressions d'emplois et des réorganisations, avec des embauches statutaires et la restitution des emplois supprimés ces dernières années.

Activité syndicale du 16/09/2012